



LE POIDS DE L'ISLAM DANS LES PAYS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Mémoire de géopolitique
du chef d'escadron Mamadou SAMBE (Sénégal)
10^o Promotion

Directeur: Mr A. CHAUPRADE
Docteur en science politique
Université Paris V René Descartes

Mars 2003

SOMMAIRE

LE MILIEU ET L'IMPLANTATION DE L'ISLAM

Le cadre géographique

Le cadre humain

L'implantation de l'Islam

L'INFLUENCE SOCIO-ECONOMIQUE DE L'ISLAM

Transposition des clivages internes de l'Islam

Emergence d'un Islam négro-africain

Cohabitation avec les autres religions

Islam comme acteur de développement économique

LE POIDS POLITIQUE DE L'ISLAM

Islam comme facteur d'unification

Islam comme enjeu politique majeur

Islam comme instrument d'influence

INTRODUCTION

L'Afrique de l'Ouest est un ensemble géographique hétérogène englobant une partie du désert du Sahara, une grande partie de la savane sahélienne et une partie de l'Afrique forestière.

D'une superficie d'environ 5,5 millions de km², cette zone au relief généralement peu accidenté, regroupe 16 pays : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo.

Ces différents pays qui coopèrent dans plusieurs organisations sous-régionales, ont beaucoup de caractéristiques communes mais sont aussi différents en plusieurs points. Leurs principales caractéristiques communes sont la cohabitation de plusieurs ethnies, cultures et religions ainsi qu'une organisation étatique portant fortement la marque de l'héritage colonial français, britannique ou portugaise. En effet, parmi les 16 pays que compte la sous-région, 09 sont d'anciennes colonies françaises (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo), 05, d'anciennes colonies britanniques (Gambie, Ghana, Libéria, Nigeria et Sierra Leone) et 02, d'anciennes colonies portugaises (Cap-vert et Guinée Bissau).

La pénétration de l'Islam dans cette partie de l'Afrique a commencé vraisemblablement au début du XI^e siècle par le commerce avec les peuples arabo-berbères installés sur la rive sud de la Méditerranée. En effet, ce n'est pas un hasard si les peul ou foulani qui peuplent la bande sahélienne frontalière du désert du Sahara, sont les premiers à avoir adopté la religion musulmane. Cette pénétration de l'Islam s'est faite du nord vers le sud, parfois sous la contrainte mais le plus souvent par la persuasion basée sur un prosélytisme très actif et des intérêts commerciaux bien compris.

Le XVI^e siècle a vu l'apogée de royaumes noirs musulmans puissants au Soudan occidental (royaumes bambara, ouolof et mossi) et dans la boucle du Niger (royaumes peul et haoussa). Progressivement ces royaumes se sont appropriés la nouvelle religion, ont

adapté la religion aux réalités culturelles locales et ont progressivement inventé une forme d'Islam fortement imprégnée de culture négro africaine.

C'est cet Islam africanisé que l'on rencontre encore dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest, de l'océan atlantique à la boucle du Niger et du Sahara au golfe de Guinée.

Depuis une vingtaine d'années environ, cet Islam traditionnel subit les influences de courants religieux extérieurs fondamentalistes ou non. Il connaît aujourd'hui un formidable développement et constitue le principal facteur explicatif de bien des événements survenus dans la sous-région.

On peut dès lors s'interroger sur le poids réel de cet Islam mutant sur les pays d'Afrique occidentale.

En fait le cheminement historique ainsi que les caractéristiques géographiques et humaines de son milieu d'implantation font que l'Islam sunnite traditionnel ouest africain, largement majoritaire dans la sous-région, occupe aujourd'hui une place extrêmement importante dans la vie des populations et des états. On assiste à un regain généralisé de ferveur et de foi musulmanes, qui se traduit par une plus grande volonté d'expansion et d'instrumentalisation de l'Islam par des individus et des organisations religieuses voulant de plus en plus être associés à la vie publique et peser d'un poids important sur la prise de décision et la conduite des activités économiques et politiques.

En effet, dans le domaine socio-économique, les pays d'Afrique de l'Ouest où l'Islam est majoritaire constituent à la fois un théâtre très actif des actions d'influence culturelle et sociale de courants fondamentalistes et modérés de tous horizons. Par ailleurs, le dynamisme ainsi que les efforts d'expansion et d'organisation des communautés musulmanes locales confèrent à cette religion une dimension d'acteur économique et de facteur de rapprochement incontestable.

Dans le domaine politique, l'Islam, même s'il a été et demeure toujours un élément fédérateur des différents groupes ethniques aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'échelle sous-régionale, n'en demeure pas moins un des catalyseurs de l'agitation politico-religieuse qui secoue actuellement beaucoup d'états d'Afrique de l'Ouest et dont l'objectif est la moralisation de la vie publique et finalement l'avènement d'états islamiques.

I. LE MILIEU ET L'IMPLANTATION DE L'ISLAM

11. Cadre géographique :

Les caractéristiques géographiques de l'Afrique de l'Ouest, en particulier son relief, sa végétation et surtout sa position par rapport à l'océan atlantique et à la méditerranée, font de cette région un grand espace d'échanges culturels et économiques.

En effet l'Afrique de l'Ouest, limitée au nord par le Sahara, au sud par le golfe de Guinée, à l'Ouest par l'océan atlantique et à l'Est par la boucle du Niger, couvre une superficie d'environ 5,5 millions de km² répartie entre seize pays. Le Mali, la Mauritanie et le Niger totalisent, à eux seuls, plus de la moitié de ce territoire. Il s'agit d'une région très peu accidentée au centre, avec quelques montagnes à l'extrême Nord (la chaîne de l'Aïr dans le Sahara nigérien) et au sud (le mont Nimba culmine à 1762 mètres à la frontière entre la Côte d'Ivoire, le Libéria et la Guinée). Sur les seize pays que compte la sous-région, trois ne disposent pas d'accès à l'océan : il s'agit du Mali, du Burkina Faso et du Niger. Le Cap-vert, situé à environ 500 km au large de Dakar, est le seul pays insulaire de la sous-région.

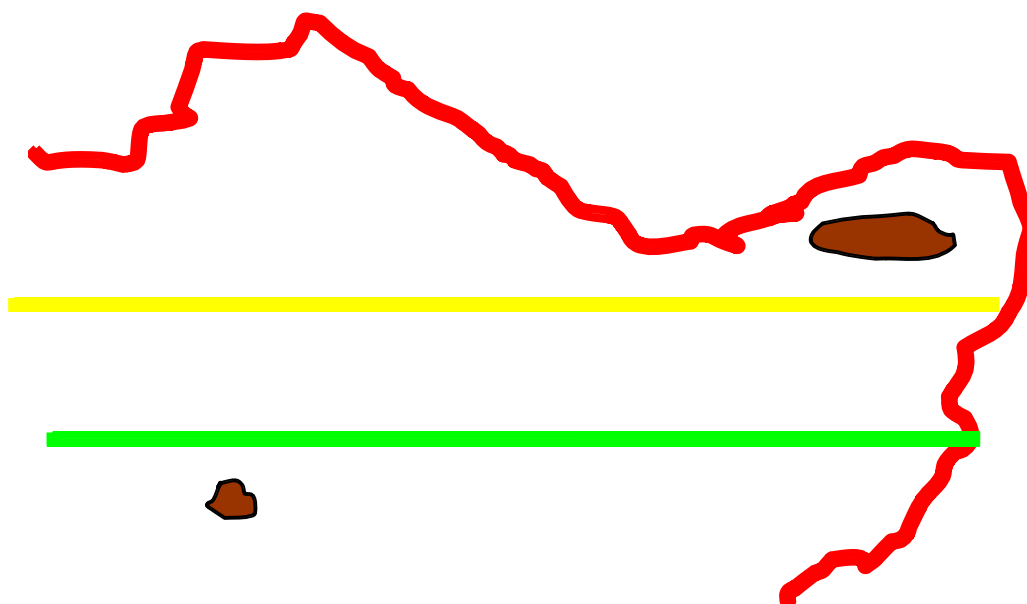
Le territoire continental de l'Afrique de l'Ouest peut être découpé longitudinalement en 03 zones climatiques distinctes : la zone soudanienne au sud, la plus humide avec une saison des pluies qui dure au moins 06 mois ; la zone soudano-sahélienne au centre avec une saison des pluies de 03 à 04 mois ; et enfin la zone saharienne au nord, la plus sèche avec une pluviométrie annuelle pouvant descendre en dessous de 150 mm et une saison des pluies parfois inférieure à 02 mois.

Concernant la végétation, la formation végétale caractéristique de la zone soudano-sahélienne est la steppe arborée ou arbustive selon qu'y dominent des petits arbres ou des arbustes souvent épineux et pour la plupart rabougris du fait de la sévérité du climat et du surpâturage. C'est en effet dans cet espace que l'élevage d'ovins, de caprins et de bovins est le plus pratiqué

Dans la zone soudanienne, la végétation est très hétérogène et constitue en fait une mosaïque de forêts, savanes et prairies. Plus on va vers le sud, plus la zone est caractérisée par la présence de galeries forestières plus ou moins denses.

La bande saharienne quant à elle, constitue une mer de sable et de cailloux entrecoupée de dunes et de rares oasis. L'activité humaine y est très peu importante du fait de la rareté des ressources en eau et surtout de la sévérité du climat.

GEOGRAPHIE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



Légende :

5 : Mauritanie

7 : Cap-vert

9 : Guinée Bisssau

11 : Sierra Léone

13 : Côte d'Ivoire

15 : Togo

17 : Nigéria

19 : Mali

6 : Sénégal

8 :Gambie

10 : Guinée

12 : Libéria

14 : Ghana

16 : Bénin

18 :Burkina Faso

20 : Niger

12.Cadre humain

L'Afrique de l'Ouest compte une population d'environ 200 millions d'habitants dont près de la moitié est concentrée dans le seul Nigéria.

La structure de cette population révèle sa relative jeunesse (48% ont moins de 20 ans) et la prédominance des femmes (environ 52% de la population).

Le taux moyen de natalité en 2001 est de 42°/00. Il est de 38°/00 pour le continent africain. On enregistre toutefois des pics au Libéria (49°/00), au Mali (50°/00) et au Niger (53 °/00). Le taux moyen de mortalité reste encore très élevé (environ 15°/00) pour la sous-région. Les plus forts taux de mortalité sont enregistrés au Burkina Faso, au Libéria, en Guinée Bissau, au Mali, en Sierra Léone et au Niger (il a atteint 24°/00 en 2001 dans ce dernier pays). L'espérance de vie se situe à 48 ans en 2001 et a donc baissé d'un point en 05 ans.

Les populations sont surtout localisées dans les bandes soudanienne et soudano-sahélienne du territoire de l'Afrique occidentale. Les principaux groupes ethniques sont les bambara et mandingues, surtout concentrés à l'Est du Sénégal et dans le sud-ouest du vaste territoire malien, les mossi, que l'on retrouve au Burkina Faso, les peul et haoussa, localisés essentiellement au Niger et au Nigéria, les ashanti au Bénin et au Ghana, les akans en Côte d'Ivoire et le groupe arabo-berbère dans la partie saharienne. Il faut signaler que les mêmes entités ethniques sont souvent localisées dans plusieurs pays différents. Cela constitue un fait marquant de la sous-région, hérité du découpage colonial et source de bien des conflits entre les états. Ces populations vivent dans un espace relativement cohérent de contact et d'échange économique, culturel et religieux entre éleveurs nomades du Nord, majoritairement musulmans et agriculteurs sédentaires du Sud, majoritairement chrétiens ou animistes. Il n'existe pas à proprement parler d'athées en Afrique de l'Ouest.

Il est nécessaire cependant de souligner l'existence d'un syncrétisme religieux dans presque tous les pays de la sous-région. En effet, dans toutes les communautés humaines d'Afrique de l'Ouest, qu'elles soient musulmanes ou chrétiennes, la foi cohabite toujours avec des pratiques traditionnelles animistes multiséculaires et fortement enracinées dans la conscience collective des populations.

13. Implantation de l'islam.

L'introduction et l'expansion de l'Islam en Afrique de l'Ouest ont débuté vraisemblablement au XI^e siècle. Contrairement à une idée répandue, elles ne sont pas toujours faites par les armes ou la contrainte, mais bien souvent par un prosélytisme offensif dynamique, à travers des contacts réguliers par le commerce avec les nomades venus du nord (arabes puis almoravides).

Le processus a été lent mais très efficace : les nomades venus du Nord ont d'abord entrepris la conversion des marchands locaux avec lesquels ils ont été en contact les premiers. Ces marchands locaux se sont intéressés particulièrement à la nouvelle religion parce qu'ils y trouvaient une certaine forme de sécurité pour leurs affaires, du fait de l'existence de règles coraniques communes pouvant régir les échanges. En effet, les marchands sahéliens, qui étaient également de grands voyageurs, voyaient d'un bon œil la possibilité d'appliquer les mêmes règles religieuses dans les transactions qu'ils étaient amenés à effectuer à travers toutes les contrées de l'Afrique de l'Ouest. Cette conversion à l'Islam s'est ensuite élargie progressivement à la paysannerie

Les rois peul, songhoï, bambara et haoussa, septiques voire même réticents au début, ont vu très rapidement le parti qu'ils pouvaient tirer de cette situation en adoptant la nouvelle religion. Elle constituait à leurs yeux un moyen puissant de maintenir et même de renforcer leur contrôle sur des populations au sein desquelles la nouvelle religion allait forcément créer de nouveaux rapports horizontaux pouvant représenter un levier politique important pour l'autorité centrale. En l'adoptant eux-mêmes, ils ont donc favorisé l'implantation et le développement rapide de l'Islam dans leurs royaumes et se faisant, dans toute la sous-région ouest africaine. C'est ainsi que dès le XIII^e siècle, dans la partie la plus à l'Ouest de la sous-région, des villes comme Tombouctou et Jenné, dans l'empire mandingue, sont devenues de grands centres d'études intellectuelles et islamiques.

Le processus d'implantation et d'expansion de l'Islam en Afrique occidentale s'est donc fait progressivement et de façon globalement pacifique, du Nord vers le Sud. Il y eut toutefois quelques exceptions, particulièrement à l'Est, dans les royaumes de la boucle du Niger (royaumes de Bornou et Sokoto notamment). En effet l'implantation de l'Islam dans la partie orientale de la sous-région a démarré

également au XI^e siècle, dans le Bornou, au Nord-est de l'actuel Nigéria. Elle a eu pour acteurs les nomades venus du Nord mais également d'autres nomades venus du lointain Soudan oriental. Le développement de la nouvelle religion s'est ensuite étendu pendant plusieurs siècles vers le Nord-ouest, notamment dans les régions de Katsina et Kano.

Dans la première moitié du XIX^e siècle, il y a eu dans la sous-région Ouest-africaine un renouveau islamique dans lequel les peul de la boucle du Niger ont joué un rôle très important. En effet dans le Nord du Nigéria, le peul Othman Dan Fodio lança une guerre sainte en 1804. Ce « jihad » violent avait comme objectif la redynamisation et la purification de la foi islamique, l'élimination du syncrétisme et de toutes les pratiques contraires aux enseignements du Coran et de la « charia » et enfin le retour à l'orthodoxie musulmane. Ce vaste mouvement d'expansion de l'Islam a débouché finalement sur la fédération des multiples petits royaumes haoussa en un grand khalifat de Sokoto.

Après la grande vague des indépendances africaines des années 60, une nouvelle campagne d'expansion de l'Islam est conduite dans cette même région par le cheikh Ahmadou Bello, avec notamment la reconversion de plusieurs milliers de personnes dans les provinces nigérianes de Zamfara et de Niger. Ce vaste programme d'expansion de l'Islam s'est poursuivi jusque dans les années 70, contribuant ainsi largement à asseoir une plus grande domination de l'Islam dans le Nord du Nigéria.

Aujourd'hui, l'Islam est relativement bien implanté sur toute l'étendue de l'Afrique de l'Ouest avec un pourcentage par rapport à la population variable selon les pays : selon le rapport annuel du Département d'Etat américain sur la liberté religieuse dans le monde, édition 2002, les musulmans représentent 15% de la population au Bénin (6 396 591 habitants), plus de 50% au Burkina Faso (11 600 000 habitants), moins de 10% au Cap-Vert (480 000 habitants), 39% en Côte d'Ivoire (15 366 692 habitants), 90% en Gambie (1 367 124 habitants), 16% au Ghana (19 500 000 habitants), 45% en Guinée Bissau (1 285 715 habitants), 20% au Libéria (3 164 156 habitants), 90% au Mali (10 951 176 habitants), plus de 99% en Mauritanie (3 000 000 habitants), 90% au Niger (11 200 000 habitants), plus de 50% au Nigéria (120 000 000 habitants), 95% au Sénégal (9 987 494 habitants), 60% en Sierra Léone (4 500 000 habitants) et 12% au Togo (4 629 000 habitants).

II. INFLUENCE SOCIO-ECONOMIQUE

Globalement, l'implantation durable de l'Islam dans la partie occidentale du continent africain, bien qu'ayant entraîné une transposition des clivages internes de la religion musulmane auprès des populations locales, a par ailleurs favorisé d'une part, un rapprochement des différentes composantes humaines aussi bien à l'intérieur des pays qu'à l'échelle sous-régionale et d'autre part, la promotion un dynamisme économique basé sur une organisation confrérique.

21. Transposition des clivages internes de l'Islam

Les grandes divergences qui sont apparues au sein de la religion musulmane, après la mort du Prophète Mouhammad (PSL), ont rejailli progressivement sur toutes les communautés musulmanes au fur et à mesure de l'expansion de l'Islam. Elles n'ont pas épargné l'Afrique de l'Ouest qui connaît aujourd'hui les mêmes grands clivages que l'on retrouve partout ailleurs dans le monde musulman.

En effet, longtemps après l'introduction de l'Islam à partir du XI^e siècle, les communautés musulmanes d'Afrique de l'Ouest restent largement dominées par le sunnisme malikite. Aujourd'hui encore cette situation est parfaitement constatable dans la plupart des pays de la sous-région particulièrement au Sénégal, en Mauritanie, au Mali, au Niger et au Nigéria. Seulement il subsiste ci et là, des subdivisions profondes dont l'origine est à rechercher dans le monde arabo-musulman du Moyen orient, dans la période qui a suivi immédiatement la mort du Prophète Mouhammad mais aussi dans les mutations de l'Islam au Maghreb. En effet, dans chacun des pays ouest africains existe depuis les premières vagues de migrations des années 50, une minorité chiite plus ou moins dynamique, animée pour la plupart par des citoyens ou des étrangers d'origine arabe. C'est ainsi qu'au Sénégal et en Côte d'Ivoire particulièrement, il s'est développé très tôt un mouvement minoritaire chiite qui regroupe essentiellement des ressortissants libano-syriens. L'influence de ces

minorités chiites reste encore marginal et sans commune mesure avec les importants moyens qu'elles déploient pour leur rayonnement intérieur et extérieur.

Par ailleurs, depuis les années 70, une politisation de plus en plus visible de l'Islam aussi bien sunnite que chiite, notamment avec l'influence de pays étrangers à la sous-région, affecte les communautés musulmanes d'Afrique de l'Ouest particulièrement au Sénégal, au Mali, au Nigéria et en Côte d'Ivoire.

En effet, des groupes radicaux d'inspiration étrangère, très minoritaires certes, se sont créés surtout dans la frange sunnite de la population musulmane et réclament un peu partout dans la sous-région, un retour à l'orthodoxie, aux pratiques des origines et à l'abolition de l'« hypocrisie » et de la laïcité considérée comme tout à fait étrangers à l'Islam. L'objectif ultime plus ou moins explicite de ces petits groupes radicaux est l'application généralisée de la charia, c'est à dire du droit coranique. On peut citer à titre d'exemple, les groupes « Ibadou Rahman » et « Mouchtarchidine » au Sénégal, qui, bien que largement minoritaires, n'en défraient pas moins la chronique assez souvent, à travers les écrits et déclarations plus ou moins farfelus et obscurantistes de leurs leaders respectifs notamment Moustapha SY, fils d'un grand marabout tidjane sénégalais très connu dans toute la sous-région.

Ce problème est connu et même d'une actualité virulente au Niger, en Côte d'Ivoire et au Nigéria où subsistent encore en 2003 des groupes radicaux qui tentent par tous les moyens de porter le fait religieux sur le terrain politique.

Parallèlement, depuis quelques années, il existe aussi un peu partout en Afrique de l'Ouest, des courants réformistes composés essentiellement d'associations islamiques de jeunesse, favorables à la laïcité de l'état et qui combattent l'obscurantisme religieux sous toutes ses formes ainsi que les sectes notamment les confréries qui, du reste, leur sont farouchement opposées. Ces courants réformistes, encouragés discrètement par les états, sont souvent animés par de jeunes intellectuels et bénéficient d'une très grande audience auprès des jeunes, des milieux intellectuels notamment dans les universités.

On a donc assisté à une politisation progressive d'une partie de la communauté sunnite. Par ailleurs il est important de noter qu'en Afrique de l'Ouest, l'Islam même s'il reste la religion de la majorité des populations, n'est pas parvenu à prendre le pas sur les traditions et les pratiques ancestrales. La religion n'a donc pas pu imposer les

cultures arabes et bédouines au sein des communautés musulmanes d'Afrique de l'Ouest, malgré l'utilisation de l'arabe comme seule langue de prière.

22. Emergence d'un Islam négro-africain

Partout en Afrique occidentale, l'Islam sunnite tel qu'il a été introduit par les nomades du Nord a subi plusieurs mutations dans le temps. Cette situation s'explique par le fait que l'Islam a trouvé sur place une culture négro-africaine multimillénaire et fortement encrée dans la conscience collective des populations. Il n'a donc pas pu transposer directement dans la société négro-africaine, la culture arabe dont il est incontestablement un des plus importants vecteurs.

En effet, de l'atlantique à la boucle du Niger, les croyances traditionnelles sont restées vivaces dans l'esprit des populations qu'elles soient urbaines ou rurales. Elles ont conduit à une modification notable des organisations et pratiques religieuses importées, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, selon la zone d'implantation. A titre d'exemple, au Sénégal, le phénomène des regroupements confrériques musulmans s'explique en partie par le très fort sentiment des populations sénégalaises d'appartenir à une vieille civilisation dont les valeurs doivent être préservées à tout prix. C'est ainsi que la création des grandes confréries religieuses musulmanes que sont les Mourides, les Tidjanes, les Khadres et les Layènes du Sénégal constituent aux yeux des populations, une réponse culturelle donnée à l'absence de clergé et donc d'autorité formelle qui caractérise l'islam sunnite.

En effet, la notion d'autorité et de hiérarchie sociale, qui est fondamentale dans toutes les cultures négro-africaines, a été ainsi apportée à la religion pour mieux l'implanter et la pérenniser dans le tissu sociétal. Cet exemple du Sénégal est loin d'être singulier. Il existe sous d'autres formes dans tous les pays de la sous-région ouest-africaine à majorité musulmane. On parlera de khalife dans la Ségambie, d'Askia ou de Marabout au Mali, en Guinée et au nord de la Côte d'Ivoire, de Cheikh ou Sultan au Niger et au Nigéria.

Cet Islam négro-africain est caractérisé par l'existence et l'acceptation tacite par tous, d'un syncrétisme religieux très marqué.

En effet on peut observer dans tous les pays de la sous-région sans exception, une cohabitation presque quotidienne entre des pratiques religieuses musulmanes et des rites liés à des croyances traditionnelles restées vivaces et sacrées dans le subconscient des africains. La manifestation la plus concrète de ce phénomène est constituée par la propension d'une grande

partie des populations musulmanes ouest-africaines à vouer un culte aux fétiches, aux amulettes et à croire en la voyance et en beaucoup d'autres pouvoirs surnaturels. L'Islam négro-africain est généralement très tolérant et a beaucoup contribué au rapprochement des différentes ethnies qui le partagent dans la sous-région.

Toutefois, ici et là, le comportement de l'état ainsi que les tentatives de récupération et d'instrumentalisation politiques de cet Islam par des groupuscules fondamentalistes rendent sa cohabitation avec les autres religions plus ou moins difficile.

23. Cohabitation avec les autres religions

La cohabitation entre l'Islam et les autres religions dans l'espace ouest-africain se déroule de façon variable, en fonction de la politique intérieure menée dans chaque état. Elle se déroule de façon plus ou moins paisible dans le temps et dans l'espace, selon le pays. Il est donné ci-dessous la situation de chacun des pays de la sous-région. Les chiffres avancés sont ceux qui sont contenus dans le rapport 2002 du Département d'Etat américain sur la liberté religieuse dans le monde.

Au Bénin :

Il s'agit de l'un des trois pays d'Afrique de l'Ouest où la majorité de la population pratique les religions traditionnelles. En effet, en 2002, sur une population de 6 396 591 habitants, 15% sont musulmans, 25% sont chrétiens et environ 60% pratiquent des religions traditionnelles.

Ces différentes religions entretiennent généralement des relations paisibles. Du fait de la diversité religieuse au sein des mêmes familles ou des mêmes communautés, la tolérance religieuse constitue une réalité à tous les niveaux de la société béninoise. Le dialogue inter-religieux est pratiqué régulièrement sans heurts.

Au Burkina Faso :

Sur une population de 11 600 000 habitants, environ 50% pratiquent l'Islam, 25% sont chrétiens et 25% pratiquent exclusivement les religions traditionnelles.

Les relations entre les différentes communautés religieuses sont plutôt bonnes. Il existe une grande tolérance entre les religions et assez souvent, les membres d'une même famille pratiquent des religions différentes. Il n'y a pas de conflit religieux significatif. Pendant la Journée Nationale de Pardon, organisée par l'état en 2000 pour absoudre les crimes politiques perpétrés pour raison d'état, les leaders musulmans, chrétiens et animistes ont joué un rôle déterminant pour la cohésion nationale.

Au Cap-vert :

L'Islam est très peu pratiqué dans ce pays et n'y est pas ouvertement en conflit avec les autres religions. Toutefois on observe assez souvent des actions de vandalisme sur les églises catholiques et les auteurs de ces dégradations n'ont jamais pu être identifiés formellement. Cependant tout laisse à penser qu'il s'agit d'un problème interne à l'église cap-verdienne, entre protestants et catholiques.

Par ailleurs, l'insularité de ce petit territoire de neuf îles habitées exclut tout risque de propagation rapide d'un éventuel conflit religieux sur le reste de la sous-région ouest africaine.

En Côte d'Ivoire :

L'Islam ivoirien représente 38,6% d'une population de 15 366 692 habitants selon les résultats du dernier recensement de 1998. Les chrétiens, toutes obédiences confondues, représentent 30,4%. Le reste de la population pratique les religions traditionnelles ou ne se reconnaît d'aucun culte.

Ces nombreuses communautés religieuses entretiennent des relations globalement paisibles. Cependant, depuis longtemps il y a incontestablement une certaine discrimination dans l'action de l'état en direction des représentants des différentes religions. De façon générale, les musulmans doivent toujours se battre pour obtenir des avantages servis par ailleurs automatiquement aux pratiquants d'autres religions. A titre d'exemple, les écoles

catholiques ou protestantes ont toujours été considérées comme faisant partie intégrante du dispositif de l'éducation nationale ivoirienne et bénéficient de subventions de l'état alors que les écoles musulmanes ont été considérées, jusqu'en 1994, comme des écoles religieuses relevant du Ministère de l'intérieur et ne bénéficiaient d'aucune subvention de l'état. Par ailleurs, les grandes manifestations de rue qui ont suivi l'élection présidentielle du 22 octobre 2000 ont fait l'objet d'une répression très violente qui a fait plus de 200 morts à Yopougon. La grande majorité des personnes tuées étaient des musulmans militants du Rassemblement des Républicains (RDR) d' Alassane D. Ouattara.

Il y a toutefois de nombreux exemples de coopération interreligieuse notamment islamo-chrétien. A chaque événement majeur, on observe presque toujours des séances publiques de prière au grand stade d'Abidjan où chrétiens et musulmans prient ensemble pour la paix et la concorde nationale. La ville de Kouassi Datékro, à l'Est du pays, en région akan, est devenue célèbre pour l'organisation annuelle d'un grand rassemblement de ce type.

En tout état de cause, la Côte d'Ivoire reste, avec le Nigéria, le pays d'Afrique de l'Ouest où la fracture islamo-chrétienne Nord/Sud est la plus marquée. D'ailleurs, le conflit politique violent qui enflamme le pays depuis le 19 septembre 2002 est exacerbé par cette situation même si les autorités politiques se refusent à l'admettre ouvertement.

En Gambie :

Les musulmans gambiens représentent plus de 90% d'une population de 1 367 124 habitants. Moins de 9% de la population pratiquent le christianisme et environ 1% relève du culte traditionnel.

La cohabitation entre ces différentes religions se passe plutôt bien. En décembre 2000 et janvier 2001, après une prétendue déclaration du président Yaya Diamé annonçant l'application de la charia en Gambie, des hommes politiques et des intellectuels ont engagé à travers la presse, des séries de discussions vantant les mérites de la loi coranique. En réponse à ces agissements jugés dangereux pour la cohésion nationale, le gouvernement a annoncé officiellement qu'il n'avait nullement l'intention d'imposer la charia en Gambie.

Au Ghana :

Les musulmans représentent 16% de la population ghanéenne (19,5 millions habitants), alors que les chrétiens en constituent approximativement les 69% et les religions traditionnelles 9%.

Les relations entre ces différentes communautés sont plutôt paisibles et leurs principaux représentants appellent souvent à la tolérance religieuse. Toutefois, des tensions voire des incidents sont enregistrés de temps à autres, entre chrétiens et animistes d'une part, au sein de la communauté musulmane d'autre part. Par exemple, durant l'année 2000, des affrontements opposant les deux confréries Ahlussuna et Tijanniya, ont fait plusieurs blessés dans la localité d'Effiduase, dans l'Est du pays. Il faut signaler également une très intense activité politico-religieuse principalement chrétienne au Ghana durant les 30 dernières années.

En Guinée Bissau :

Les musulmans représentent 45% d'une population totale de 1 285 715 habitants alors que les religions traditionnelles et le christianisme représentent respectivement 50 et 5%.

La cohabitation de l'Islam et des autres religions se déroule de façon globalement paisible même s'il faut signaler qu'en 2001, le président Kumba Yala a accusé la secte « Ahmadi » de subversion et de miner la cohésion nationale par ses actions de propagande politico-religieuse. Cette secte, installée en Guinée Bissau depuis 1995, trouve ses origines doctrinales au Pakistan d'où elle a été importée par les négociants pakistanais installés de longue date en Guinée Bissau. Il faut signaler que les membres de cette secte ne considèrent pas le pèlerinage à la Mecque comme un pilier de l'Islam.

Au Libéria :

Les musulmans libériens représentent approximativement 20% d'une population totale de 3 164 156 habitants. Le Christianisme et les religions traditionnelles regroupent chacun environ 40% de la population. Des tensions existent en permanence entre les différentes religions. Par ailleurs, les musulmans se sont toujours plaints de la discrimination pratiquée par le gouvernement à leur encontre, au profit des chrétiens.

Par exemple, en février 2000 des activistes musulmans ont été arrêtés et 05 mosquées brûlées dans la province du Lofa, suite à diverses accusations du gouvernements contre des musulmans mandingues de la faction de l'ULIMO-K ayant combattu le président Taylor durant la guerre civile. Dans le domaine de l'emploi, une discrimination flagrante est observée depuis longtemps au niveau des entreprises opérant dans les centres urbains, au profit de la communauté chrétienne.

Cet apparent parti pris de l'état dans le traitement des différentes composantes de la population libérienne entretient un climat de tension qui peut dégénérer à tout moment.

Au Mali :

Sur une population totale estimée à 10 951 176 habitants, les musulmans représentent 90%. Ils sont sunnites, dans leur écrasante majorité. Les chrétiens constituent 5% et le culte traditionnel 5%. Les relations entre les différentes communautés religieuses sont habituellement paisibles.

Ces dernières années, l'Islam malien fait des efforts considérables pour améliorer son organisation interne. En effet, en janvier 2002, il a été créé un Haut Conseil de l'Islam pour assurer d'une part la coordination des affaires religieuses, notamment l'harmonisation des prêches dans les nombreuses mosquées disséminées à travers tout le pays d'autre part, le suivi des relations avec les autres communautés religieuses. La totalité de la communauté musulmane malienne reconnaît l'autorité de cette nouvelle institution.

. Il y a cependant quelques islamistes qui prêchent dans la région de Kidal, mais ils ne bénéficient que de très peu de crédit du fait de la perception généralement paisible et tolérante que les maliens ont globalement de la religion.

En Mauritanie :

C'est la seule république islamique de la sous-région. Sur une population totale ne dépassant guère trois millions d'habitants, près de 99% sont musulmans. Les non musulmans sont essentiellement composés de communautés d'origine étrangère installées depuis longtemps dans le pays et ayant acquis la nationalité mauritanienne.

Même s'il n'existe pas d'interdiction formelle de pratiquer un autre culte que l'Islam, les croyants des autres religions ont toujours adopté un profil bas dans ce pays où

l'organisation de l'état et de la vie publique se fondent sur les préceptes religieux islamiques. Il n'y a pas, à proprement parler, de relations formelles entre l'Islam et les autres religions.

Au Niger :

Le nombre de musulmans au Niger est estimée à plus de 90% de la population du pays qui est de 11 200 000 habitants. Les différentes communautés religieuses entretiennent des relations globalement difficiles. En effet on observe par-ci, par-là un comportement dominant et parfois même intolérant de la communauté musulmane.

Par exemple, la grande majorité des musulmans nigériens considèrent les villes de Say, Kiota, Agadez et Madarounfa comme des lieux saints et n'y tolèrent pas d'autre pratique religieuse que l'Islam. A ce propos, une Mission baptiste a voulu démarrer des activités religieuses à Say en 1998. Mais devant le harcèlement de la communauté musulmane, les autorités locales ont dû notifier à cette institution qu'elles ne pourraient en aucun cas assurer sa sécurité même si elles lui reconnaissaient le droit d'exercer légalement dans cette localité. La Mission baptiste a dû quitter cette ville en 1999.

Par ailleurs, en novembre 2000, de nombreux groupes islamistes ont organisé des manifestations à Niamey et Maradi pour protester contre un grand défilé de mode prévu dans la capitale. Durant ces manifestations, les islamistes se sont attaqués violemment à des débits d'alcool, des lieux de jeux et de prostitution mais aussi malheureusement à des églises. La réaction non moins violente de la police a occasionné de nombreux dégâts de part et d'autre et conduit à l'arrestation d'une centaine d'individus. A la suite de ces incidents, 06 organisations islamistes ont été interdites par les autorités nigériennes puis dissoutes.

Au Nigéria :

Il s'agit du pays d'Afrique de l'Ouest qui compte le plus grand nombre de musulmans. En effet, l'Islam nigérian regroupe un peu plus de la moitié d'une population totale estimée à 120 millions d'habitants en 2002. Les chrétiens, toutes obédiences confondues, représentent un peu moins de 40% de la population et les religions traditionnelles environ 10%.

La carte religieuse du Nigéria correspond globalement à sa carte ethnique. Le Nord, une partie du « Middle Belt » incluse, est majoritairement musulman et dominé par les

éthnies haoussa et peul. Le Sud quant à lui est généralement chrétien et animiste. Il existe cependant de part et d'autre des minorités chrétienne et musulmane qui vivent le plus souvent sous une pression très forte du plus grand nombre.

Les relations entre ces différentes religions ont toujours été ponctuées d'incidents ou de tensions plus ou moins graves. Par exemple, entre le 7 et le 13 septembre 2001, 2300 personnes ont été tuées dans des incidents à caractère ethno-religieux, à Jos. Il semble que la désignation d'un haoussa à la tête d'un programme local de lutte contre la pauvreté soit à l'origine de cet incident dont 80% des victimes sont haoussa, ethnies largement minoritaires dans la localité de Jos. Par ailleurs, le 12 octobre 2001, environ un millier de musulmans ont manifesté à Kano contre les bombardements aériens américains en Afghanistan. Cette manifestation, initialement pacifique, a dérivé ensuite vers un incident ethno-religieux d'une très grande violence entre musulmans et chrétiens. Beaucoup de mosquées et d'églises ont été incendiées et une centaine de personnes tuées. Dans le courant du mois de juin 2002, un autre incident violent a opposé musulmans et chrétiens à Jos, Vom, Berakin Ladi et Miango. A l'origine de cet incident, un musulman aurait demandé la main d'une chrétienne, ce qui a entraîné une dispute entre leurs deux familles qui a dégénéré rapidement en conflit inter-religieux local.

Le Nigéria est le pays de la sous-région où les relations entre l'Islam et les autres religions notamment le Christianisme sont les plus mauvaises. Il existe une véritable ligne de fracture religieuse Nord/Sud entre les deux communautés religieuses musulmane et chrétienne. La tension est permanente et tellement forte que tout déclencheur, aussi minime soit-il, peut entraîner une catastrophe nationale voire régionale. Sous ce rapport, la prochaine élection présidentielle prévue en 2003 suscite déjà beaucoup d'inquiétude du fait qu'elle oppose principalement un candidat chrétien, le général O. OBASANDJO, à un challenger musulman, le général M. BUHARI.

Au Sénégal :

Les musulmans représentent environ 95% de la population du pays estimée à 9 990 000 habitants en 2002. Les chrétiens constituent 4% et les animistes 1% de la population.

Les relations entre ces différentes communautés religieuses sont habituellement très paisibles même si on note de temps à autre un agacement d'une partie de

la communauté musulmane du fait d'un activisme médiatique chrétien quasi permanent sans rapport apparent avec leur représentativité numérique au sein de la population.

L'organisation confrérique de l'Islam sénégalais facilite considérablement son contrôle politique par l'état, par l'intermédiaire des « khalifes » qui ont une autorité morale et une influence incontestables sur les fidèles.

Le dialogue islamo-chrétien constitue une réalité tangible au Sénégal et est encouragé voire même organisé par l'état depuis l'indépendance du pays en avril 1960. C'est le meilleur rempart contre l'islam intégriste certes très minoritaire mais particulièrement active et virulente dans les centres urbains.

En Sierra Léone :

Sur une population estimée à 4 500 000 habitants, les musulmans représentent environ 60%, les chrétiens 30% et les religions traditionnelles 10%. Le syncrétisme religieux est largement pratiqué dans le pays et concerne environ 20% de la population.

Comme en Côte d'Ivoire et au Nigéria, on peut observer une fracture géographique entre l'Islam et le Christianisme : les musulmans sont surtout concentrés dans le Nord du pays alors que les chrétiens sont localisés essentiellement au Sud.

Les relations entre les différentes communautés religieuses sont globalement paisibles. A titre d'exemple, le Conseil Interreligieux (IRC), qui regroupe les leaders musulmans et chrétiens, joue un rôle très important dans la société civile sierra léonaise et participe depuis longtemps à la recherche de la paix et de la réconciliation nationale dans le pays.

Au Togo :

L'Islam regroupe seulement 12% de la population togolaise estimée en 2001 à 4 630 000 habitants. Les chrétiens, quant à eux, représentent 22% de la population et les religions traditionnelles engrangent les 66% restant.

Ces différentes communautés entretiennent jusqu'ici des relations paisibles et font l'objet d'une surveillance très stricte de l'état. Le poids de l'Islam dans la société togolaise est quasi nul, ce qui fait de ce pays un exemple atypique dans le paysage ouest africain.

24. Islam comme acteur de développement économique

L'Islam est amené parfois à jouer un rôle de moteur de développement économique et social local.

Le cas de la confrérie mouride du Sénégal pourrait représenter un bel exemple à ce propos. En effet cette confrérie, fondée à la fin du XIXe siècle par le grand soufi Cheikh Ahmadou Bamba et qui regroupe, en 2001, près de 32% des musulmans sénégalais, se caractérise par un culte prononcé du travail. Le fondateur de la confrérie est parvenu, par ses écrits, ses enseignements et son exemple, à élever le travail individuel et collectif au rang de devoir au même titre que la prière. C'est ainsi qu'aujourd'hui, la capitale du mouridisme, Touba, qui n'était encore qu'une petite bourgade du centre du Sénégal au début du XXe siècle, est en passe de devenir la 3^e ville du pays en terme de population et d'infrastructures.

La communauté mouride contrôle la quasi-totalité du bassin arachidier du pays, ainsi que l'essentiel des activités commerciales dans la capitale. Par ailleurs, elle bénéficie de l'appui d'une diaspora dynamique et généreuse qui finance l'édification d'infrastructures sociales et de culte en même temps qu'elle contribue au rayonnement de la confrérie à l'extérieur. Il faut signaler à ce propos qu'il s'est créé une très forte communauté mouride américaine et nigériane dont le pèlerinage annuel, à l'occasion du « magal » de Touba, est toujours très remarqué.

De la même manière que les khalifes mourides, les cheikh du Trarza mauritanien, portes flambeau de la confrérie khadria, les chefs religieux maliens et guinéens ainsi que les sultans du nord du Nigéria ont su bâtir autour d'eux des systèmes économiques faisant appel à l'effort et à la solidarité de leurs disciples. Ils sont certes les premiers bénéficiaires de ces systèmes ; mais au-delà de leur personne et de leurs familles, c'est toute la communauté dont ils sont les guides spirituels qui bénéficie de la solidarité de groupe.

Le procédé reste relativement toujours le même partout : Le chef religieux initie une activité économique dans un domaine quelconque, le plus souvent dans l'agriculture et/ou l'élevage. Pour développer cette activité, il fait appel aux disciples qui apportent leurs contributions en nature, par des périodes de travaux ou en espèces.

En ce qui concerne le Sénégal, la communauté mouride se distingue par l'énorme et excellent travail fait par les disciples, chaque année, dans la propriété agricole de leur khalife située à Khelcome dans le bassin arachidier. Le niveau de la production réalisée dans cette méga ferme par des procédés très modernes, place aujourd'hui le khalife actuel de cette confrérie parmi les plus grands producteurs d'arachide du pays.

Il faut signaler qu'en contrepartie de la solidarité des disciples qui ont les moyens de travailler ou de fournir un appui financier, le chef religieux procède à une véritable redistribution en prenant en charge d'importantes dépenses communautaires et la satisfaction des besoins d'un nombre élevé de disciples indigents.

III. POIDS POLITIQUE DE L'ISLAM

A l'exception de quelques états du sud à majorité chrétienne, l'Islam a représenté dès le départ et représente encore aujourd'hui dans beaucoup de pays d'Afrique de l'Ouest, à la fois un facteur d'unification, un moyen de conquête et de contrôle du pouvoir et enfin un instrument d'influence extérieure.

31. Islam comme facteur d'unification

Au moment de l'introduction de l'Islam, l'Afrique de l'Ouest était morcelée en royaumes plus ou moins puissants qui n'entretenaient entre eux que très peu de rapports aussi bien sur le plan politique que culturel.

Par ailleurs, au sein d'un même empire, que ce soit celui du Mali, du Ghana ou du Songhoï, malgré l'existence d'un pouvoir central relativement puissant, les ethnies sont souvent séparées par des cloisons étanches et communiquaient peu.

L'introduction de l'Islam a d'abord permis de faciliter les relations entre ethnies différentes à l'intérieur d'un même royaume. Deux exemples édifiants peuvent être cités à ce propos : d'une part celui des toucouleurs, soninkés et bambaras que le marabout guerrier El hadj Omar TALL a pu fédérer dans un vaste ensemble musulman qui regroupait une bonne partie du Sénégal et du sud ouest de l'actuel Mali (de Dagana au Sénégal à Ségou au Mali). D'autres part, celui des peuls et haoussas du nord du Nigéria que l'Islam est parvenu à fédérer, à travers l'action d'Othman dan Fodio, dans le cadre du sultanat de Sokoto dès le XIV^e siècle.

L'Islam a constitué également un puissant facteur d'unification des populations autochtones face à la colonisation européenne, qu'elle soit française ou anglaise. Si l'on observe bien les états d'Afrique occidentale, on constate un peu partout l'existence d'une fracture entre le nord plutôt musulman et le sud plutôt chrétien et animiste. Cette situation s'explique par le fait que, autant les populations du sud se sont opposées à l'Islam qui représentait à leurs yeux la religion des arabes esclavagistes, autant les populations du Nord ont trouvé dans l'Islam un ferment de leur unité dans la lutte contre les colonisateurs venus de la mer, donc essentiellement

du Sud. En Afrique de l'Ouest, l'Islam a donc constitué, pendant une période relativement longue, un moyen de réaction identitaire des populations du Nord face à la colonisation et son corollaire l'évangélisation.

32. Islam comme enjeu politique majeur

La proportion de la population musulmane et les tendances actuelles de la démographie dans la majorité des états d'Afrique de l'Ouest font que l'Islam y est devenu aujourd'hui un enjeu politique majeur à la fois pour les gouvernements et pour les groupes d'intérêt qui entrent souvent en conflit pour son contrôle.

En effet, les dirigeants politiques ouest-africains ont perçu très tôt l'importance du fait culturel et religieux pour le contrôle du pouvoir. Or les populations musulmanes sont aujourd'hui largement majoritaires dans 10 états sur les 16 que compte la sous-région. Cela représente presque les 2/3 de la population sous-régionale.

Trois exemples intéressants peuvent être cités à ce propos: le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Nigéria.

Au Sénégal, l'attention particulière accordée par les hommes politiques aux confréries depuis l'indépendance en 1960, indique clairement leur volonté de s'y appuyer soit pour conquérir soit pour consolider leur pouvoir. En effet l'organisation centralisée de ces confréries et surtout la discipline des membres et leur obéissance quasi automatique aux consignes et ordres du khalife, font de ces organismes de véritables machines politico-religieuses bien implantées dans les villes et les campagnes. Au sommet de chaque confrérie se trouve une autorité morale appelée khalife. Il est chargé de veiller sur la doctrine religieuse de la confrérie et doit être le continuateur de l'œuvre du fondateur de la confrérie dont il est généralement un descendant. Pour bien asseoir son autorité et répandre les enseignements de la confrérie, le khalife s'appuie sur des marabouts chargés de la vulgarisation du coran et des pratiques propres à la confrérie. Ces marabouts tiennent généralement des écoles coraniques plus ou moins importantes appelées « daara » et financées pour une grande partie par le khalife. Ils animent aussi des groupes de fidèles appelés « daahira ». L'essentiel des ressources financières propres des confréries vient justement des contributions plus ou moins volontaires de ces regroupements de fidèles. Par ailleurs,

il faut signaler que ces espèces d'association de fidèles sont organisées et fonctionnent à peu près de la même manière que les démembrements de parti politique. En permanence, elles sont à la recherche de nouveaux membres à travers un prosélytisme dynamique qui s'exerce sur un territoire fixé par le marabout. Chaque « daahira » compte ses membres par centaines, hommes et femmes. On comprend dès lors la propension des partis politiques à rechercher le rapprochement avec ces derniers.

Au vu de tout cela, on peut penser logiquement que cette situation favorise le triomphe des partis politiques se réclamant d'un islamisme radical ou modéré. En fait il n'en est rien. L'exemple de l'élection présidentielle de mars 2000 au Sénégal montre bien que les confréries sont la meilleure parade contre l'extrémisme musulman. En effet, deux des candidats à cette élection se sont positionnés ouvertement, dès le départ, comme ceux de l'Islam. Tous deux sont des adeptes influents de la confrérie mouride, la plus importante du pays, en terme de capacité financière et organisationnelle. Le résultat a été catastrophique pour tous les deux, aucun d'entre eux n'ayant atteint le seuil de 1%.

Au Nigéria, la même logique de séduction politique des populations musulmanes majoritaires a amené les dirigeants de 11 états du Nord à instaurer la charia, loi islamique et à adopter une attitude de défiance vis à vis de l'état central depuis le 22 mars 2002, lorsque la Haute Cour fédérale a déclaré illégale et contraire à la constitution l'instauration de la charia.

En Côte d'Ivoire, une observation lucide de la situation intérieure du pays depuis la mort du président Boigny montre clairement la tentative aussi bien de l'opposition que du pouvoir de jouer sur la fibre religieuse pour conquérir ou consolider le pouvoir.

Il faut noter que depuis une vingtaine d'années, un peu partout en Afrique de l'Ouest, l'Islam traditionnel est influencé par des courants fondamentalistes et on assiste à l'émergence lente mais sûre d'un renouveau islamique qui a pour cible les villes et les jeunes qu'il appelle à une plus grande extériorisation de leur foi, par la création de mouvements associatifs de jeunesse et par la construction de mosquées et d'écoles coraniques

33. Islam comme instrument d'influence

L'islam négro-africain pratiqué à l'intérieur des différents états d'Afrique de l'Ouest subit des influences extérieures, notamment les divisions qui caractérisent le monde islamique depuis des siècles. Toutefois par endroit, son dynamisme et les efforts qu'il déploie pour sa promotion à l'extérieur montrent clairement la volonté de préserver une belle image et de renforcer son rayonnement.

En effet cet islam d'Afrique de l'Ouest subit de plein fouet les principales fractures du monde musulman. Certes le conflit entre chiisme et sunnisme est très peu présent dans la sous région dans la mesure où la majorité des musulmans se réclament du sunnisme malikite ; Mais il existe un partout des minorités chiïtes locales et surtout des groupes de fondamentalistes très actifs, en relation avec de puissants groupes extérieurs et dont l'objectif est de convaincre la jeunesse et les populations des villes de la nécessité de porter l'islam ouvertement sur l'arène politique.

A titre d'exemple, il existe encore au Sénégal une minorité chiïte essentiellement libanaise, très organisée et active ainsi que deux groupes islamistes radicaux dont les relations étroites avec la Libye ont conduit à la rupture diplomatique entre les deux pays dans les années 80.

Au-delà du Sénégal, c'est à toute la sous-région ouest africaine que s'est adressé pendant longtemps cette volonté libyenne d'influencer politiquement les populations musulmanes. Des concours de lecture et de mémorisation du Saint Coran grassement récompensés, sont organisés régulièrement dans les pays de la sous-région par l'ONG libyenne dénommée Association Mondiale pour l'Appel Islamique (AMAI) Cet organisme qui s'occupe officiellement d'œuvres caritatives, est en fait un véritable cheval de Troie de l'intégrisme religieux libyen sur le continent. Il a été fondé en 1972, dispose d'un représentant à l'UNESCO et bénéficie du statut d'observateur au sein de l'Organisation de la Conférence Islamique.

Ses réalisations se comptent aujourd'hui par dizaines sur tout le territoire de la sous-région ouest-africaine. A titre d'exemple, l'AMAI a construit la grande mosquée de Nguéniène au Sénégal dans les années 90, pour un montant d'environ 150000 euros. Récemment, en 2002, elle s'est distinguée en Côte d'Ivoire par la distribution d'une grande quantité de matériaux d'urgence à la communauté musulmane et au Burkina Faso où elle est présente depuis 1977, par l'organisation d'un atelier de

formation des enseignants pour l'utilisation des nouvelles technologies dans le domaine de l'éducation islamique. Au Bénin, elle a participé à la construction d'un institut d'enseignement de l'arabe et d'un petit hôpital à Porto Novo.

L'actuel directeur de l'AMAI, monsieur Mohamed Ahmed Chérif, a été l'un des principaux acteurs du rétablissement des relations diplomatiques entre le Sénégal et la Libye en 1988. Ces relations, établies officiellement en 1972, ont été rompues en 1980 par le président Senghor durant le sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine à Monrovia. Cette année-là, des sénégalais établis au Bénin, au Nigéria et au Niger, sont convoyés secrètement en Libye, officiellement pour se voir proposer du travail. A la suite d'une série de rebondissements, ils finiront par quitter clandestinement le territoire libyen où ils étaient maintenus contre leur gré et rentreront au pays où ils expliquent avoir été recrutés par Ahmed Khalifa Niasse, un chef religieux, appelé également l'ayatollah de Kaolack. Bien des années plus tard, ce même chef religieux a été accusé d'importation frauduleuse d'armes en provenance de la Libye.

De la même manière, les intégrismes algérien mais surtout iranien, saoudien et égyptien bénéficient de relais importants en Afrique de l'Ouest à travers des groupes très marginaux certes mais actifs et très engagés. Il en est ainsi au Mali avec un groupuscule atypique plus connu sous l'appellation « les pieds nus » et au Nigéria avec le mouvement Izala et les groupes messianiques Maitatsine et Kalakato qui sont souvent à l'origine des troubles inter religieux dans le nord.

Au Ghana, où pourtant l'Islam est minoritaire, on a également enregistré une augmentation progressive de l'activisme islamiste, depuis une trentaine d'années, avec la prolifération d'organisations plus ou moins intégristes. Par exemple, en 1971 une organisation dénommée « Islamic Reformation and Research Centre » a été créée à Accra. Cette organisation est financée ouvertement par un pilier du wahabisme saoudien, le « Dar al-ifta ». Elle a déjà formé plusieurs centaines d'étudiants qui ont, par la suite, poursuivi leurs études dans des universités arabes du Moyen orient. Le corps enseignant de cette organisation est recruté justement parmi ces anciens étudiants qui ont par ailleurs une mission de propagation de l'Islam. Les foyers de propagande les plus dynamiques sont localisés à Kumassi où on enregistre un record d'actes anti-chrétiens. Il faut signaler, par ailleurs, qu'au début des années 90, la junte militaire du PNDC a autorisé l'installation au Ghana, d'une antenne de la « Nation of Islam » de Louis Farrakhan. Cette structure a organisé, en octobre 1996, une grande

manifestation baptisée « convention nationale », couverte aussi bien par la radio que la télévision nationales.

Sous un autre registre, l'islam négro africain pratiqué en Afrique de l'ouest, cherche depuis longtemps à s'exporter notamment dans le reste de l'Afrique et en occident.

L'exemple du rayonnement de la confrérie mouride aux USA et en Afrique centrale est édifiant à ce propos.

CONCLUSION

On voit bien que l'histoire ainsi que des données sociologiques particulières ont fait que l'Islam a joué un rôle non négligeable dans l'évolution des pays de la sous-région ouest-africaine et occupe encore aujourd'hui une place très importante dans la vie des populations et des états.

Sur les seize pays qui constituent ce que l'on appelle communément Afrique de l'Ouest, dix ont une population à majorité musulmane. Cette majorité est absolue, c'est-à-dire supérieure à 50% de la population totale, dans neuf de ces pays (Mauritanie, Sénégal, Gambie, Mali, Guinée, Sierra Léone, Burkina Faso, Niger et Nigéria) ; Elle est relative en Côte d'Ivoire où l'Islam représente un peu plus de 38% de la population, à côté de 30% de chrétiens et environ 32% qui pratiquent les religions traditionnelles ou ne se reconnaissent dans aucun culte. Il faut noter également que dans trois des pays de la sous-région, l'Islam est largement minoritaire, à côté d'une majorité de chrétiens (Cap-vert, Ghana et Libéria). Enfin il est important de signaler qu'il y a dans la sous-région trois pays où les animistes représentent la majorité de la population (Guinée Bissau, Togo et Bénin).

Par ailleurs, on observe depuis les années 70, un regain de ferveur religieuse au sein des populations musulmanes de la sous-région. Parallèlement à cette situation, on assiste à une tentative d'instrumentalisation de l'Islam et son emploi comme moyen de conquête et de contrôle du pouvoir, non pas par les structures politiques classiques, mais le plus souvent par des groupuscules sous influence.

Sur le plan socio-économique, l'Islam, en même temps qu'il rapproche des communautés différentes, constitue, par endroit, un catalyseur économique.

Dans le domaine politique, l'Islam a joué dans le passé et continue de jouer un rôle d'unificateur. Toutefois son instrumentalisation extrême, à la fois par les différents régimes politiques et des groupes extrémistes, représente un danger non négligeable que le type d'organisation confrérique relativise sans pouvoir l'écarter totalement. Partout dans la sous région, l'Islam est contrôlé par le pouvoir central sauf au Nigéria où l'incertitude demeure. En effet, il est à craindre qu'à long terme, les difficultés économiques et politiques se multipliant, l'instauration de la charia se

généralise davantage, avec la cohorte de litiges voire de conflits politico-religieux qu'elle risque d'entraîner dans toute la sous-région.

BIBLIOGRAPHIE

1. DIA M. 1980, Islam et civilisation négro africaine, N.E.A, Abidjan.

2. MAGASSOUBA M. 1985, L'islam au Sénégal, demain les mallas.

3. UNESCO, Histoire Générale de l'Afrique, Volume 1

4. MEUNIER O. 1997, Les routes de l'islam : anthropologie politique de l'islamisation de l'Afrique de l'Ouest en général et du pays hawsa en particulier du VIIIe au XIXe siècle.

5. INTERNET : -www.lemonde.fr
-www.sentoo.sn
-www.state.gov

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
I. LE MILIEU ET L'IMPLANTATION DE L'ISLAM	5
11. Le cadre géographique	5
12. Le cadre humain	7
13. L'implantation de l'Islam	8
II. L'INFLUENCE SOCIO-ECONOMIQUE	10
21. Transposition des clivages internes	10
22. Emergence d'un Islam négro-africain	12
23. Cohabitation avec les autres religions	13
24. Islam comme acteur de développement écon.	21
III. LE POIDS POLITIQUE DE L'ISLAM	23
31. Islam comme facteur d'unification	23
32. Islam comme enjeu politique majeur	24
33. Islam comme instrument d'influence	26
CONCLUSION	29
BIBLIOGRAPHIE	31

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Le poids de l'Islam dans les pays d'Afrique de l'Ouest
2. Chef d'escadron (Terre) Mamadou SAMBE (Sénégal)
3. 7 mars 2003
4. Division A
5. Mémoire de géopolitique
6. Sur les seize pays que compte la sous-région ouest africaine, 10 ont une population à majorité musulmane, 3 sont majoritairement chrétiens et 3 animistes. Dans tous ces pays, on observe depuis une vingtaine d'années, un regain d'activisme islamique qui, s'il ne présente pas le même danger partout, n'en demeure pas moins un important sujet de préoccupation à la fois pour les populations et les états. Par ailleurs et sous un autre registre, l'Islam négro-africain constitue un formidable facteur de rapprochement humain et par endroit, un catalyseur économique non négligeable ainsi qu'un instrument d'influence extérieure. L'analyse de la situation sous régionale actuelle laisse penser qu'en dehors du Nigéria, il n'existe pas de risque avéré de dérive fondamentaliste en Afrique de l'Ouest.
7. Géopolitique et religions.